



PCI devrait fonctionner. Toutefois, il s'empresse de souligner que PCI ne déplacera pas les investisseurs privés. « Dans le secteur de l'exploration, il y a de nombreuses activités qui intéressent beaucoup moins les investisseurs privés, et c'est là que PCI peut servir d'agent catalyseur pour créer un climat qui leur serait plus favorable. Je pense notamment à des travaux de pré-développement ou de pré-exploration, où l'on fournirait par exemple de l'aide pour des levées et des activités de promotion -soit l'exploration des champs pétrolifères et gazifères plus petits ayant des taux de rendement plus faibles- ainsi que de l'assistance technique pour améliorer les connaissances et la technologie des compagnies pétrolières nationales et de leur personnel». A l'annonce de la création de la nouvelle société, à Nairobi, le Premier ministre Trudeau a fait état de ces objectifs, indiquant que l'appui accordé aux pays en développement dans le domaine de l'énergie les aiderait à mieux évaluer leurs propres solutions.

Les fonds dont dispose PCI aux termes du PEN, soit 250 millions de dollars pour une période de cinq ans, sont modestes comparativement aux besoins des pays importateurs de pétrole, besoins que la Banque mondiale estime à environ 50 milliards de dollars par année. Cette réalité peut expliquer l'empressement de M. Towe à obtenir l'appui du secteur privé. Comme son budget annuel équivaudra vraisemblablement à moins de 5 % de celui de l'ACDI, PCI devra choisir avec le plus grand soin les pays bénéficiaires et la meilleure façon d'utiliser ses fonds pour à la fois intéresser les investisseurs et soulager les difficultés des bénéficiaires. « D'une certaine façon, leur situation est tristement ironique », déclare Peter Towe. « Il y a un certain nombre d'années, ces pays ont délaissé massivement les combustibles

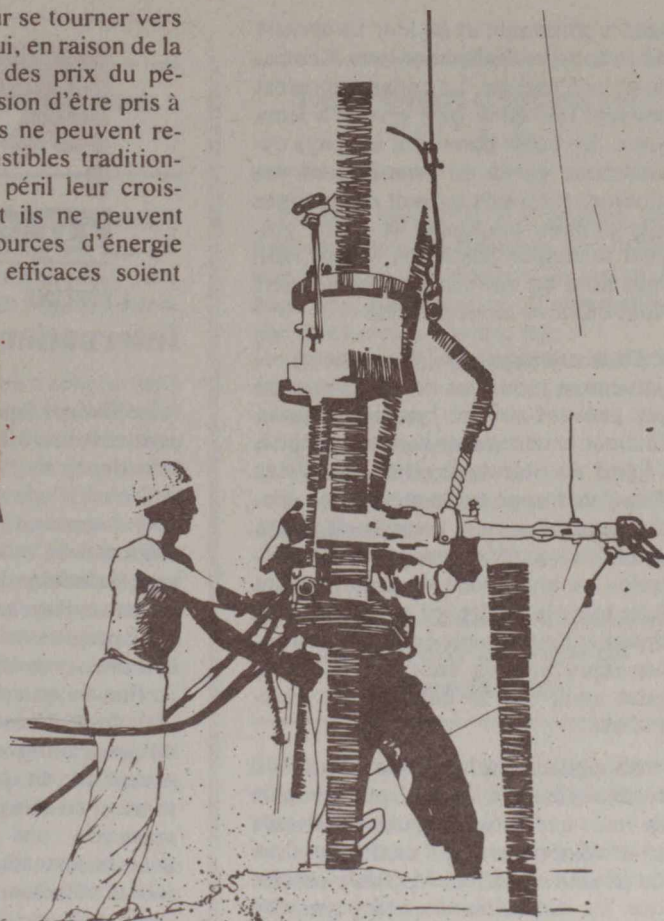
plus traditionnels pour se tourner vers le pétrole. Aujourd'hui, en raison de la montée vertigineuse des prix du pétrole, ils ont l'impression d'être pris à leur propre piège : ils ne peuvent retourner à des combustibles traditionnels sans mettre en péril leur croissance économique et ils ne peuvent attendre que des sources d'énergie plus fiables et plus efficaces soient



- « Des découvertes de pétrole peuvent réduire de beaucoup ou éliminer entièrement la dépendance à l'égard du pétrole importé ».

prêtes à être employées à des fins commerciales et industrielles. Ils dépendent du pétrole ».

Des arguments de poids ont amené le ministre de l'Énergie et ses collègues du Cabinet à établir un organisme indépendant d'aide pour la mise en valeur des hydrocarbures, une sorte de « Petro-ACDI » mais sans le fardeau bureaucratique excessif avec lequel l'ACDI doit compter dans des entreprises moins risquées. Les augmentations massives du prix du pétrole au



cours des années 70 ont frappé très durement les pays du Tiers monde à l'extérieur de l'OPEP. La plupart d'entre eux, et en particulier les plus pauvres, dépendent des importations pour répondre à presque tous leurs besoins énergétiques. Selon M. Towe, « la consommation d'énergie dans ces pays est petite si on la compare à la consommation mondiale, mais elle augmente plus rapidement que le taux mondial en raison de leur industrialisation ».